

Nouvelles armes contre la pauvreté

Qui méritait le prix Nobel de la paix cette année ? Muhammad Yunus, le lauréat, charismatique économiste bangladais inventeur du microcrédit ? Bill Gates, le fondateur de Microsoft reconverti dans la philanthropie ? Ou bien Sam Walton, père de Wal-Mart, le géant américain de la grande distribution, qui donne du travail à des millions de Chinois ? La décision du comité Nobel d'Oslo de distinguer, en 2006, un champion de la lutte contre la pauvreté a relancé le débat sur les mérites des différentes stratégies de ceux qui s'intéressent au sort des quatre milliards d'individus vivant avec moins de 2 dollars par jour.

Le débat va au-delà du vieux clivage entre l'aide publique et l'aide privée. Il fait rage parmi les enthousiastes de la microfinance, un secteur aujourd'hui en pleine ébullition. Il mêle chercheurs, théoriciens, économistes du monde développé et du monde en développement, mais aussi banquiers, hommes d'affaires et PDG de multinationales qui se découvrent une conscience sociale à l'heure de la mondialisation. Avec un point de départ commun : utiliser les mécanismes du marché pour réparer les failles du marché, et considérer tout individu, aussi pauvre soit-il, comme un entrepreneur en puissance.

Certains s'affrontent sur le degré de profitabilité, ou de commercialisation, qu'il faut introduire dans la microfinance. Le magazine américain *The New Yorker* vient de consacrer un long article à la bataille « des boy-scouts à but non lucratif et des boy-scouts à but lucratif ». Du côté des premiers, les purs et durs comme M. Yunus, acteurs de terrain

qui ont vu-de-leurs-yeux-vu ce qu'il en coûte de sortir un individu de la misère. De l'autre, des génies de la Silicon Valley devenus milliardaires par la grâce d'Internet, qui souhaitent mettre à présent leurs talents d'innovateurs au service de la lutte contre la pauvreté.

Pierre Omidyar, qui a fait fortune à 32 ans en créant eBay, est de ceux-là. Pour lui, M. Yunus est limité par sa vision initiale, en refusant de faire du microcrédit un outil capitaliste comme les autres. En 2005, il a fait don de 100 millions de dollars à l'université qui l'a formé, Tufts University, à une condition : que cet argent soit investi dans des fonds qui assurent la rentabilité de la microfinance. M. Omidyar pense que pour être durables (« sustainable ») et bénéficier du concept d'échelle, les institutions microfinancières doivent pouvoir accéder aux marchés des capitaux, sans avoir à dépendre des fonds des donateurs.

Pour en avoir débattu avec eux, M. Yunus connaît bien ces arguments, mais n'en démord pas : « Ce débat, nous a-t-il expliqué début novembre à Dacca, vient en partie du secteur bancaire, où l'on voit le microcrédit comme un moyen de faire de l'argent. Moi, je trouve insultant que l'on considère que le seul rôle de l'être humain est de faire de l'argent. C'est une vision tellement réductrice ! L'être humain est bien plus grand que ça. Il existe d'autres types d'activités commerciales, qui sont rentables mais qui ne produisent pas de dividendes. Nous, nous sommes pour le microcrédit comme activité commerciale sociale, pas comme activité commerciale qui cherche à maximiser les bénéfices. »

Il y a un an, Franck Riboud, PDG de Danone, a

rencontré M. Yunus et a eu le coup de foudre. Avec quelques collaborateurs, comme Emmanuel Faber, directeur pour l'Asie et le Pacifique, il planchait sur la fabrication de produits « abordables », c'est-à-dire vendus à des prix abordables pour des populations très pauvres, à haute valeur nutritionnelle. Danone l'a fait en Indonésie et en Afrique du Sud : il a ajouté le Bangladesh, en partenariat avec la Grameen Bank de M. Yunus.

Guy Gavelle, moine-soldat de l'agroalimentaire, va construire en six mois à Bogra, dans le nord du pays, une usine qui produira le yaourt Shoktidoi, fabriqué avec des produits locaux, de la main-d'œuvre locale, dans un processus respectueux de l'environnement, et qui sera vendu 5 centimes d'euros. La fondation GAIN, financée par la fondation Bill & Melinda Gates, s'associe au projet et conduira une étude sur l'impact nutritionnel de ces yaourts sur les enfants de Bogra. Les bénéfices seront réinvestis au Bangladesh pour construire d'autres usines. Grameen et Danone toucheront 1 % de dividendes.

« Au plus bas de la pyramide »

Chacun à sa façon, MM. Yunus, Riboud, Faber et Gavelle participent au débat cité plus haut. « On a voulu faire une entreprise durable, pas de la charité, affirme M. Riboud. On pousse l'accessibilité de nos produits au plus bas de la pyramide. Nous essayons de voir si on peut construire un autre modèle économique. » C'est ce qui intéresse GAIN, qui a fait entrer M. Riboud à son conseil d'administration. Pour Marc Van Ameringen, directeur de la fondation, « en matière de recherche de modèle économique et de durabilité, Riboud a dix ans d'avance. Il s'agit de pousser les frontières du capitalisme, tout particulièrement pour des sociétés cotées en Bourse, comme Danone, qui doivent rendre des comptes à leurs actionnaires ».

Le 15 décembre, le PDG de Danone veut présenter un projet global qui fera le lien entre ses différentes expériences, en Afrique du Sud, au Bangladesh et bientôt au Mexique. M. Faber, lui, cite volontiers les travaux de la fondation Jeff Skoll (autre pionnier de eBay) sur l'entreprenariat social. Sur son site Internet, www.socialedge.org, tout ce petit monde débat allégrement des « business models » susceptibles d'avoir un impact social, des stratégies possibles pour rétablir un « équilibre » là où les failles du marché ont produit un « déséquilibre », avec toujours un maître mot : innover.

Danone n'essaie-t-il pas simplement de se refaire une virginité à bas prix ? Ses dirigeants ne font aucun mystère des avantages qu'ils peuvent retirer de ce genre d'opération, notamment en termes d'identité du groupe. « On fait de l'image ? rétorque M. Riboud. Oui, so what ? Nous avons un projet économique ET social. » C'est aussi un formidable outil de motivation au sein de l'entreprise où, « avec la mondialisation, les gens ont besoin de sens ». Avec l'irruption dans le secteur du microcrédit de Citigroup et de géants de la philanthropie comme Bill Gates, Michael Dell ou Warren Buffett, le débat s'accélère.

Le magazine électronique *Slate* dresse le portrait de ces « nouveaux philanthropes » : « Ils sont partenaires plutôt que bienfaiteurs. Ils n'aiment pas le mot charité, préfèrent parler d'investissements sociaux. Ils ont un vocabulaire d'entrepreneurs. Ils préfèrent travailler à l'échelle mondiale plutôt que locale et se concentrer sur les plus pauvres dans les pays les plus pauvres. » Les fondateurs de Google, Larry Page et Sergey Brin, s'y sont mis à leur tour. « Nous avons besoin d'idées nouvelles autant que de ressources », soulignait en 2005 l'un des meilleurs experts de la microfinance, Jonathan Morduch, de l'université de New York. ■

ANALYSE SYLVIE KAUFFMANN

Programme par Pessin

J'ANNONCERAI OFFICIELLEMENT
LE 31 DÉCEMBRE POUR
QUI J'AI L'INTENTION
DE VOTER AU PREMIER
TOUR



Pessin